

CIBLE

Émigrés

Bien avant le retour au pouvoir des socialistes, la rumeur circulait dans les dîners-en-ville et dans les articles de la presse bien-pensante : il ne fait pas bon vivre en France.

Pour qui ? Mais pour les élites fortunées évidemment ! Maltraités par le fisc, les riches prendraient le chemin de l'exil vers Londres, la Suisse ou de lointaines îles. Cette fuite est aujourd'hui un fait avéré : il ne s'agit pas d'un réflexe de frayeur provoqué par le retour des communistes, ni d'une phobie des socialistes, mais d'un simple calcul fiscal effectué par les personnes astreintes à l'impôt sur la fortune. Les nouveaux émigrés se moquent de la politique : ils estiment simplement que la France est trop chère pour eux.

Bien entendu, la publicité qu'on donne aux fuyards est faite pour inciter le gouvernement à un allègement substantiel du fardeau qui pèse sur les épaules des malheureux multimillionnaires.

Au moment où se multiplient les discours moralisateurs, on attend au contraire du gouvernement qu'il se montre impitoyable pour ceux qui sont totalement indifférents au sort de leur patrie.

RÉGIONALES

Fractures de la droite

Philippe Breton

**La parole
manipulée**

p.6/7

Régis Debray

**Exercices de
mémoire**

p. 9

Vous savez que je reçois et lit avec intérêt la revue *Royaliste* que vous avez la gentillesse de m'envoyer depuis de nombreuses années. J'y trouve beaucoup d'éléments de réflexion à travers des articles que j'approuve ou non.

Mais voilà plusieurs mois que je souhaite vous dire mon sentiment sur vos éditoriaux. Vous n'ignorez pas que l'excès en tout, quand il se répète, rend insignifiantes les idées émises : vous tombez dans ce travers, au point qu'en vous lisant et en se demandant qui vous êtes, pour écrire de pareilles choses qui harcèlent L. Jospin et les socialistes, on vous croit à l'extrême-gauche de l'extrême-droite et inversement.

Je suis, n'étant pas royaliste, un lecteur objectif et je crois votre revue utile. Mais vous vous sabbordez par un parti pris qui n'est pas digne de votre intelligence et de votre capacité d'analyse que j'ai souvent appréciées. Le gouvernement est plutôt pas mal et Jospin n'est pas le monstre stupide que vous décrivez. Il faut raison garder surtout quand on exerce son esprit critique.

André Henry, ancien ministre.

Humour ?

Camarades,
Merci de m'avoir envoyé ces numéros de votre bulletin *Lutte royaliste* animé par Arlette Renouvin et son équipe de vierges rouges. J'y ai particulièrement apprécié vos éripages des caciques socialistes, vos attaques contre les personnes (tant qu'on a pas démolé les personnes inutile de s'en prendre aux idées), le comble de ma joie a été vos polémiques contre Anne Sinclair (cela m'a agréablement rappelé celles de François Brigneau sur la « pulpeuse bouchère cachère »). Finalement je trouve que vous avez bien relevé le flambeau du royalisme en reprenant la tradition de Léon Daudet, en moins truculent et en plus geignard sans doute.

Continuez dans cette voie car de grandes perspectives s'ouvrent à vous : l'avenir est aux sectes.

Anonyme (Bagnole).

Hermétique

Je ne comprends rien à vos indignations tous azimuts qui font grand coeur, grande gueule et grands sentiments mais ne disent aucunement où

C'est vous qui le dites...

Le courrier que nous recevons est abondant, divers, et toujours instructif. Nous avons sélectionné ici une série de lettres critiques, parfois brutales, auxquelles - une fois n'est pas coutume - nous ferons une réponse globale dans le prochain numéro de *Royaliste*.

vous voulez en venir... sinon casser les autres. Votre style est hermétique comme souvent dans des groupes trop restreints. Il est allusif : comprenez qui voudra comprendre ce qu'il voudra ! Non merci, débarrassez-moi de cette littérature.

M. de S. (Paris)

A gauche, gauche

La NAR s'est clairement placée sur une ligne d'opposition de gauche au gouvernement. Ce choix, respectable, est utile d'autant que la critique est rigoureuse. Vous n'êtes cependant pas obligés d'adopter le discours de *Lutte ouvrière*. En effet, n'oubliez pas déjà ce qu'était le gouvernement Juppé : une insulte quotidienne au monde du travail et à la nation. La défaite de la droite a fait souffler un vent frais sur la vie politique française : exercice du pouvoir moins arrogant, rajeunissement et féminisation des cadres, apprentissage de la méthode de la pluralité, corrections de cap dans de nombreux domaines, augmentation de l'impôt sur les sociétés, logique de dépréciation du travail avec les emplois-jeunes, retour de la France sur la scène internationale (sommet européen sur l'emploi, gestion de la crise irakienne), etc. Certes tout ceci est trop lent et l'on compte déjà des renoncements, à commencer par la tache originelle de l'approbation du traité d'Amsterdam.

Mais n'oubliez pas qu'historiquement, dans ce pays, le progrès vient toujours par la gauche. Vous devriez aussi admirer les efforts fait par les cinq composantes de la majorité pour donner une image digne et responsable de la politique. Le PS donne le la ? Bien sûr : vous savez lire les rapports de force. Sachez quand même que les concessions dues à la « pluralité » ne sont pas toujours faciles pour les

militants PS. Concernant les Verts, votre position « philosophique » devient politiquement intenable, ce parti se situant clairement dans le camp de la transformation sociale, ses militants occupant le terrain dans la plupart des luttes où vous vous investissez vous-mêmes. N'accablez pas non plus le PC ; vous savez depuis longtemps qu'il n'est plus un parti révolutionnaire et qu'il a vécu de longues années dans l'opposition, la stigmatisation même, l'exclusion, et qu'il retrouve aujourd'hui un sentiment de reconnaissance et de dignité légitimes. Vous-mêmes, à une époque où le PS était déjà bien converti au libéralisme, avez participé à la création de France-Union, coalition sans âme ni fond de groupuscules centristes satellisés au PS. Et Nicolas Lucas était élu sur la liste Monnier (social-démocrate chrétien) à Angers.

Vous savez enfin que le temps du débat, et sans doute des conflits, s'ouvre maintenant, après les régionales. On ne peut blâmer les forces de gauche de s'être donné dix mois d'observation et de vouloir chacune augmenter leur puissance électorale. Après cela, grâce à cela, il faut pousser le curseur à gauche.

J.-M. D. (Loire-Atlantique).

Rêve d'union

Si nous avions le bonheur de vivre en monarchie, l'un des principaux soucis du roi serait sans doute de réunir le plus grand nombre de Français autour de lui. Selon moi, les partisans de nos Princes doivent aussi viser ce but. Tâche difficile pour une formation politique comme la NAR, placée entre cet objectif et la défense de ses propres idées. Certains réussissent très bien dans les colonnes de *Royaliste*, d'autres, et non des moindres, mal ou pas du tout.

En lisant certains articles, je découvre surtout, dénaturant les idées débattues, beaucoup de rancœurs, d'attaques de personnes, d'invitations à la division. Dans un pays confronté à l'éclatement social, au doute sur les capacités de ses dirigeants à régler les problèmes, au sentiment d'une perte d'identité dans l'Europe des capitaux et dans un monde économique brutalement ouvert, dans un pays où des forces mortelles se nourrissent des ignorances, des peurs, des incompréhensions, cette façon d'aborder les problèmes me paraît assez dangereuse. Je ne peux pas la soutenir. [...]

Je ressens trop douloureusement l'éclatement de notre société pour ne pas souhaiter un effort plus grand pour la comprendre et réunir ses composantes. C'est cette démarche de compréhension et de rassemblement qui m'avait séduit lorsque je me suis abonné à *Royaliste* et que je ne retrouve pas aussi présente maintenant. Peut-être parce que la critique de l'équipe socialiste au pouvoir me gêne plus que celle de la politique d'Alain Juppé et de son gouvernement, surtout lorsque les personnes sont mises en cause (Martine Aubry, Lionel Jospin, etc., ou même Anne Sinclair) ? Peut-être parce que l'exemple des travailleurs anglais me fait considérer avec circonspection toute politique qui semble oublier que nous vivons dans un monde d'économie libérale ? Ou parce que les années me rendent toujours plus précieux mes rêves d'union dans l'amour du Roi ?

M.C. (Val-de-Marne)

D'où tu parles ?

Cela fait deux décennies que je vous lis, c'est vous dire que je ne suis pas indifférent à ce que vous écrivez. Aujourd'hui je vous dis "stop". A vous écouter tous nos maux viendraient de « l'ultra-libéralisme », de la complicité des médias avec celui-ci, de l'incompétence des dirigeants préoccupés de leurs seules prébendes. Vous rendez-vous compte qu'à un mot près - libéralisme à la place de marxisme - vous reproduisez exactement le discours de l'extrême droite ? Cette dénonciation systématique et sans nuance, votre côté - nouveau - de donneur de leçons, disqualifie tout ce que vos critiques peuvent avoir par ailleurs de pertinentes. Je suis tenté de vous dire : « D'où parlez-vous camarades ? ».

B.G. (Meurthe-et-Moselle)

Statistique

Tigres, compteurs et magiciens

Chômage ? Misère ? Détresse ? Tout cela n'est pas si grave puisque les gouvernants et les statisticiens officiels vivent dans l'euphorie des bons chiffres et de la vertu retrouvée.

Ce qui est bien avec l'économie, c'est qu'elle ne constitue pas seulement une science aux résultats certains, mais aussi une morale de si haute tenue qu'on peut y déceler une métaphysique.

Mieux encore : nous ne sommes pas en présence d'une construction théorique, puisque nous sommes conviés à admirer l'efficacité pratique du marché : il suffit de « laisser jouer » la concurrence pour que le « cycle vertueux » s'enclenche et produise d'excellents résultats, au vu desquels les statisticiens de l'INSEE font des prévisions résolument optimistes.

Mais le chômage, la précarité ? C'est presque déjà du passé : le retour de la croissance permet en effet d'embaucher plus de gens. Ayant retrouvé du pouvoir d'achat, ils font repartir la consommation intérieure. Ce qui tombe pile-poil car la demande intérieure prend ainsi le relais de la demande extérieure, qui fléchit à cause de la crise asiatique. Au vu de ces rassurantes perspectives, les investissements se multiplient et soutiendront la croissance de si belle manière que les périls venus d'Asie seront automatiquement écartés.

Telle est l'analyse impeccable qui devrait conduire les

lecteurs d'Emmanuel Todd à organiser des autodafés, et les électeurs d'Arlette Laguiller à se jeter aux pieds de François Hollande pour implorer son pardon.

Avant qu'ils ne se livrent à de telles extrémités, je leur conseille cependant d'examiner attentivement les informations récemment publiées. Car les analyses que j'ai résumées se réduisent pour le moment à des prévisions qui restent à démontrer, et à des effets d'annonce qui trouvent leur démenti dans les chiffres et les graphiques officiels. Quant à la perspective d'ensemble, elle est brouillée par des commentateurs qui font alterner la reproduction paresseuse des thèses gouvernementales et les visions alarmistes - ce qui permet de satisfaire tous les segments du lectorat sans énerver les bailleurs de fonds capitalistes. Trois exemples :

- Il est faux de dire que « la consommation repart ». Le graphique de l'INSEE montre que la consommation a baissé depuis deux ans, puisqu'elle est tombée de 2,1 % en 1996 à 0,9 % en 1997. Cette tendance négative est masquée par les bons résultats des mois écoulés, mais ils doivent être tempérés par la chute brutale (- 3,2 %) de la consommation des ménages en février. Il serait donc rigoureux de dire que, malgré un bon rythme de croissance en 1997 (2,4 %,

contre 1,5 % en 1996), l'augmentation de la consommation des ménages n'est pas encore un fait avéré. Tel est, pour la croissance, le premier facteur de fragilité.

- Il est étonnant que les experts officiels tiennent la croissance pour un acquis, alors que le fameux « passage à l'Euro » va s'accompagner de nouvelles restrictions budgétaires en France comme chez nos partenaires, ce qui va réduire à la fois des dépenses qui soutiennent l'activité dans notre pays, et les commandes qui nous viennent des autres nations européennes. Telle est, pour la croissance, le deuxième facteur de fragilité.

- Il est surprenant de lire que des tigres athéniques, des dragons subclaquants et des Japonais dépressifs provoqueront un ralentissement de l'économie mondiale (États-Unis, Grande Bretagne, Amérique latine) qui sera de très faible effet en Europe de l'Ouest. Tel est l'aspect métaphysique du néo-libéralisme : la « main invisible » de Smith tient un « parapluie invisible » qui protège les pays de l'Euro du troisième facteur de fragilité de la reprise. Ce qui n'empêche pas les comptables d'enregistrer, en France même, les premiers effets négatifs de la crise asiatique sur nos activités commerciales et bancaires. Qu'importe. Nous sommes au pays des magiciens. Il suffit qu'on leur fasse confiance, et tout ira bien.

Sylvie FERNOY

Réacs

Chantage

Dans le tintamarre des déclarations qui ont accompagné le début de décomposition de la droite, quelques petites phrases d'éminentes personnalités de la gauche sont passées inaperçues. Or elles méritent d'être relevées avec soin car elles pourraient bien annoncer le début d'une manœuvre du gouvernement et de ses relais de presse :

C'est Jean-Pierre Chevènement qui déclare que les occupations de locaux font le jeu du Front national.

C'est Claude Allègre qui fustige les manifestations provoquées par la situation catastrophique des lycées en Seine-Saint-Denis et qui dénonce « les attitudes irresponsables qui font le jeu du FN ».

Et c'est Jean Daniel qui relaie et complète les propos ministériels dans le *Nouvel observateur* (1). Selon lui, la nouvelle extrême gauche (qui a obtenu un beau succès aux régionales) « n'empêche pas le Front national de progresser. Au contraire. Ce sont les grèves sans préavis légal, les occupations de locaux de l'ANPE par des chômeurs, les manifestations d'Africains sans papiers dans les églises, le spectacle des voitures en feu le samedi soir et la permanence angoissante de la criminalité juvénile qui augmentent hélas le nombre des sympathisants et des électeurs du Front ».

La protestation sociale étant criminalisée, la répression se trouverait d'autant plus justifiée que tout mécontentement « fait le jeu » du national-populisme. Pour que la gauche *New left* réussisse, il faut que le peuple se taise. La tentative d'intimidation est grossière, dérisoire - et odieuse.

Maria DA SILVA

(1) 19-25 mars 1998.

royaliste
B. LANGELOU DIRECTEUR POLITIQUE BERTAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Tigres, compteurs et magiciens - Chantage - p.4 : Et Mulhouse devient française - La stratégie du désespoir - p.5 : Et le sandjak de Novi Pazar ? - p.6/7 : La parole manipulée - p.8 : Plus que jamais exploités ! - p.9 : Exercices de mémoire - p.10 : Princes de la mer - Par des chemins détournés - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Oh ! Que rien ne se passe....

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Et Mulhouse devint française...

Le 15 mars 1798, la République de Mulhouse proclame librement sa réunion à la France. Les idéaux de la Révolution ne sont pas, seuls, à l'origine de cet événement.

En 1648, le traité de Westphalie fait de l'Alsace une province française, et de Mulhouse une enclave dans les possessions de Louis XIV. La cité est alors dirigée, dans une rigueur toute calviniste, par un Petit Conseil de 24 personnes qui exerce le pouvoir exécutif et qui est flanqué, depuis 1740, par un Grand Conseil de 78 membres. Sous l'Ancien régime, l'Alsace et la Lorraine, provinces réputées « étrangères », échappent aux cinq grosses fermes générales du Royaume de France. Même enclavée, Mulhouse commerce librement avec l'étranger. Mais elle est sous la menace de nouvelles dispositions douanières. En octobre 1790, la suppression des douanes à l'intérieur du Royaume de France est décrétée : Mulhouse se retrouve isolée du reste de l'Alsace. Des rivalités locales poussent le Conseil Général du Haut-Rhin à décréter, le 22 septembre 1792, la mise en place d'un cordon douanier autour de Mulhouse. Les effets ne tardent pas à se faire sentir : faute de matières premières, l'activité industrielle s'arrête. La ville est privée de denrées alimentaires.

Les conséquences de ce « blocus », attisé par les rivalités entre la ville et ses voisins alsaciens, ne rendent pas populaire l'idée de la réunion auprès de nombreux Mulhousiens. Pourtant, l'état d'esprit général avait évolué en défaveur des grands bourgeois de la cité calviniste : « La petite République de Mulhouse restait tributaire... de son environnement et des influences

étrangères ». Françaises, en l'occurrence. En 1775, fut fondée la *Société pour l'avancement du goût et des sciences* où l'on distingue un certain Nicolas Thierry, dont l'influence sera décisive au moment du choix. Les négociations avec le Directoire deviennent de plus en plus difficiles. En 1796, Jean-Michel Hofer écrit : « ... les cinq directeurs ne veulent point d'enclave dans leur grande République ». Parmi ces directeurs, se trouve Reubell, originaire de la cité rivale de Colmar. A Mulhouse, l'opinion est partagée : « Plus qu'une opposition de classes, on assistait à un conflit de générations... la jeunesse mulhousienne ne se reconnaissait plus dans l'héritage des ses ancêtres ». Mais si les bourgeois du Grand Conseil tenaient à leurs prérogatives, ils redoutaient une annexion pure et simple, excluant toute négociation.

Le 3 janvier 1798, le Grand Conseil et les Quarante adoptent, par 97 voix contre 5, la proposition de réunion. Le lendemain la bourgeoisie entérine ce choix par 591 voix contre 17. « Les apparences étaient sauves, la population de Mulhouse venait de décider librement la réunion de sa République à sa sœur française ». La date de la fête de la ratification du traité (signé le 28 janvier 1798) est fixée au jeudi 15 mars 1798. Mulhouse est française.

Pierre CARINI

Bruno Guessard - « La réunion de la République de Mulhouse à la France » - Éditions du Rhin - prix franco : 275 F.

La stratégie du désespoir

Éclipsé par l'attitude de nombreux hommes politiques régionaux, dont la lâcheté fait la « une » des journaux, l'obsédant problème des sans-papiers demeure. Quoi qu'elle en dise, la gauche « plurielle » n'a rien réglé.

Bien sûr, une actualité brûlante occulte tout le reste. Régionales et cantonales ont occupé l'espace médiatique et le séisme politique qui a suivi, lourd de menaces, n'aide pas à la résolution des vraies questions. Les vingt-deux régions sont devenues autant de petites « IV^e Républiques » où les magouilles et les reniements vont bon train.

Plus que jamais, les sans-papiers voient s'éloigner tout espoir, le contexte politique ne leur ayant jamais été aussi défavorable. A défaut de la République elle-même (nous, royalistes, ne lui ferons pas injure en cette occurrence), les bons « républicains » les oublient. Et les sans-papiers sont tentés par des actions symboliques, quand elles ne sont pas désespérées. Béatrice Bantman écrivait, dans *Libération* du 19 mars : « Désespoir. Le mot qui courait, hier soir à Paris, à la manifestation anniversaire des sans-papiers, entre les églises Saint-Ambroise et Saint-Bernard. Il était sur toutes les lèvres pour expliquer les occupations en chaîne de ces derniers jours... ». De fait, les dites occupations se sont multipliées, à Paris comme en province. Dans la capitale, Notre-Dame de la Gare « accueillait » des habitants de foyers parisiens. A peine investie, Saint-Jean de Montmartre était

évacuée manu militari. Quant à l'église Saint-Pierre du Havre et à la cathédrale d'Évry, c'est avec le soutien de leurs évêques respectifs qu'elles étaient occupées. Ces actions traduisent une radicalisation des sans-papiers, à l'approche du 30 avril, date fatidique à laquelle ils seront officiellement fixés sur le sort de leurs demandes de régularisation.

Monique Chemillier-Gendreau, ancienne médiatrice de Saint-Bernard, constate : « une stratégie du désespoir ». Face à cela, Jean-Pierre Chevènement déclarait, à la sortie d'un Conseil des ministres : « C'est du pain bénit pour le Front national ». Un peu court ! Quatre églises occupées en dix jours, et voilà toute la réflexion que cela suscite chez Monsieur le ministre de l'Intérieur.

En refusant d'abroger les lois « Pasqua-Debré », en poussant les immigrés sans-papiers à prendre contact avec les autorités, sans préciser ce qu'il adviendrait si leur dossier était rejeté, la majorité de gauche n'a pas seulement renié ses engagements électoraux des législatives. Elle a mené une politique de gribouille qui la conduit dans la même impasse que ses prédécesseurs.

Alain SOLARI

Et le sandjak de Novi Pazar ?

La mèche du Kosovo a été bien attisée comme on s'y attendait (1). Le pire n'est toutefois pas sûr.

Le Kosovo n'est pas la Bosnie-Herzégovine. Les données ethniques y sont en effet plus claires et non contestées. Il n'y a pas à proprement parler de cas de guerre civile entre plusieurs composantes vivant mêlées les unes aux autres sur un même territoire. La majorité albanaise est de 90 %. Les options sont de savoir si le territoire reste une partie de l'État serbe, avec un retour au statut d'autonomie de 1974, s'il devient un territoire de la fédération yougoslave composée de la Serbie et du Monténégro, soit comme troisième État-membre, soit comme territoire autonome dépendant non de la Serbie mais de la présidence fédérale (comme l'Alsace-Lorraine le fut de 1871 à 1914 au sein de l'Empire allemand), ou s'il devient totalement indépendant, ou encore s'il s'unifie avec une grande Albanie. Certains à Belgrade jouent avec l'idée d'un partage territorial, mais cette idée serait catastrophique pour la Macédoine voisine qui a une de ses régions à majorité albanaise. Or la Macédoine est trop utile à la Serbie comme État-tampon et voie d'accès au port de Salonique pour que Belgrade songe à fragiliser cette république qu'elle a laissée se constituer sans trop d'objections et qu'elle a laissée tranquille.

Le rôle du Monténégro est également important comme allié de Belgrade dans cette affaire, dans la mesure où les frontières actuelles du Monténégro et de la Serbie passent à travers l'ancienne province turque (sandjak) de Novi Pazar, nom évocateur pour quelques générations d'élèves et d'étudiants. Ce territoire est peuplé d'une moitié de Musulmans proches des Bosniaques (slaves et non albanais), d'un quart de Serbes et d'un quart de Monténégrins. Là les conditions sont plus proches de celles de la Bosnie que de celles du Kosovo. Jusqu'à la « consolidation » de la République Sprska, une certaine contiguïté territoriale liait les Musulmans du sandjak aux Musulmans bosniaques. Celle-ci est désormais interrompue. Or, à travers le sandjak, elle liait aussi le Kosovo et l'Albanie elle-même à la Bosnie, dans une sorte de sous-ensemble musulman. Le Monténégro assurait la coupure par la côte mais le relief en faisait difficilement une voie de passage. Au lieu que la voie directe de Zagreb à Salonique traverse Sarajevo, le sandjak, le Kosovo et Skopje, désormais capitale de la Macédoine.

Après le Kosovo, le sandjak de Novi Pazar prochain champ de bataille ? La question n'est pas ridicule surtout quand on sait que la République Sprska est composée de deux tronçons reliés par une seule ville, Brcko, dont l'attribution n'est toujours pas décidée - retardée d'un an, elle devait l'être en cette fin de mars - et que la capitale a été déplacée de Pale à l'Est à Banja Luka à l'Ouest. La grande Serbie ne tient donc plus qu'à deux fils.

Pour tous vos achats de livres, faites appel à notre service librairie !

L'hypothèse d'une rétraction sur la petite Serbie des origines de l'indépendance, en 1878 au Congrès de Berlin, n'est donc plus envisageable.

Le Monténégro et la République Sprska sont actuellement dirigés par des modérés avec lesquels M. Milosevic est en délicatesse. Ce dernier a bâti sa carrière politique en 1989 (600 ans après la fameuse bataille du Champ des Merles au Kosovo, perdue par les Serbes, fédérateurs de tous les balkaniques de l'époque, face aux Ottomans) sur la défense du Kosovo serbe. Il joue sa légitimité. Après tout, l'Allemagne unifiée n'a pas retrouvé le cœur historique de la Prusse, Königsberg devenu Kaliningrad aujourd'hui russe. Ni l'Italie celui de sa maison royale de Savoie. Il convient donc de bien séparer les arguments nationalistes du jeu de pouvoir de M. Milosevic qui lui est propre, mais aussi de bien mettre en relation le problème du Kosovo et les enjeux régionaux et en l'occurrence internationaux. Le groupe de contact qui représente la Communauté internationale est intervenu à temps cette fois. Mais il ne doit pas se laisser entraîner à des extrémités, sous l'influence notamment de la secrétaire d'État américaine qui joue les boute-feux dans une affaire où les principaux acteurs demeurent prudents. Attention à ne pas donner les mauvais signaux aux Albanais et aux divers musulmans de la région. Attention à ne pas laisser une fois de plus la personne de M. Milosevic nous cacher la forêt.

Yves LA MARCK

(1) Voir « Vers une nouvelle guerre balkanique ? » in *Royaliste* n° 698 du 29 décembre 1997.

♦ **RUSSIE** - La décision prise par le gouvernement russe d'inhumer, le 17 juillet prochain, les restes du tsar Nicolas II à Saint-Petersbourg a fait rebondir les polémiques sur le sujet. Cette fois-ci c'est un groupe d'experts et d'historiens nommé « le groupe des 14 » qui demande le report *sine die* des funérailles. Il veut que soient publiés les documents détaillant les travaux de la commission gouvernementale qui a conclu à l'authenticité des dépouilles. Il rejoint là les exigences du « Comité pour la protection des restes sacrés des martyrs tsaristes » - composé d'anciens cosaques, de monarchistes et de responsables de l'Église orthodoxe - qui s'est constitué pour s'opposer à l'enterrement prévu.

♦ **CAMBODGE** - Comme le souhaitait le co-Premier ministre Hun Sen, le prince Ranariddh (autre co-Premier ministre évincé par la force en juillet 1997 et vivant en exil depuis cette date) a été lourdement condamné par contumace le 18 mars dernier pour « collusion avec les Khmers rouges ». Cette condamnation du fils du roi est, en fait, une étape dans le plan de règlement du problème cambodgien présenté par le Japon et soutenu par la communauté internationale. La deuxième étape consistait en une grâce royale accordée au prince Ranariddh. Le roi Norodom Sihanouk n'a accepté de la donner qu'à la condition que ce soit Hun Sen lui-même qui lui en fasse la demande. Le prince va maintenant pouvoir rentrer à Phnom Penh et prendre part à la campagne pour les élections législatives. Il aurait obtenu l'assurance que sa sécurité personnelle serait assurée : Hun Sen s'y serait engagé auprès de Lakhan Mehrotra, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Cambodge.

♦ **CANADA** - La décision du gouvernement canadien de ne plus détacher - comme c'était l'usage - un fonctionnaire au service de presse de Buckingham Palace a déclenché une vive polémique à Ottawa. John Aimers président de la Ligue monarchiste a dénoncé ce geste « méchant et discourtis », tandis que, à la Chambre des communes, Elsie Wayne, membre du Parti progressiste conservateur, a interpellé le Premier ministre Jean Chrétien : « Est-ce que le Premier ministre est en train de dénoncer aujourd'hui les liens du Canada avec la monarchie ? ».

♦ **AUSTRALIE** - Au lendemain de la décision de soumettre à référendum en 1999 le projet de l'abolition de la monarchie, la firme japonaise Toyota avait cru habile de lancer en Australie une campagne publicitaire tournant la reine Elisabeth II en dérision : inscrit sur la calandre d'un véhicule 4x4, le slogan « Ne craignez rien, votre Majesté, vous n'êtes pas le seul produit d'exportation britannique passé de mode ». Devant l'émotion provoquée, le constructeur automobile a fait machine arrière, présenté ses excuses et pris l'engagement que pareil fait ne se reproduirait plus.

Philippe Breton est chercheur au CNRS et enseigne à l'université de Paris I. Ses recherches l'ont amené à se pencher sur les dérives de la nouvelle idéologie de la communication. Dans le livre qu'il nous présente aujourd'hui, « *La Parole manipulée* » (1), Philippe Breton analyse les détournements de cette communication qui, ainsi manipulée, se transforme en un ensemble de techniques de persuasion autoritaire qu'il est souvent difficile de déceler et de reconnaître.

Royaliste : Pour quelles raisons avez-vous choisi le thème de la manipulation ?

Philippe Breton : Il y a deux raisons qui m'ont poussé à faire ce livre. La première est théorique, plutôt liée aux types de recherches que je mène au CNRS. Je travaille en effet depuis quelques années sur le « convaincre », qui est une question très ancienne autant que mystérieuse ! Comment arrive-t-on à convaincre autrui, c'est-à-dire à lui faire partager une opinion que l'on a ?

En travaillant sur le convaincre on rencontre les techniques d'argumentation, mais aussi toute une série de méthodes qui ne relèvent pas d'une argumentation respectueuse d'autrui.

La deuxième raison est pratique, liée à une actualité du moyen et du long terme. Tout au long du XX^e siècle on a beaucoup parlé des techniques de manipulation. Et cela jusqu'à une période que l'on pourrait situer à la chute du mur de Berlin. Depuis lors il n'a plus été à la mode de travailler sur la manipulation. L'idée que nous serions aujourd'hui dans une société médiatique transparente a beaucoup contribué à faire de la manipulation un thème inactuel. Certains essayistes, comme Dominique Wolton, défendent l'idée qu'il n'y a pratiquement plus de manipulation aujourd'hui, et cela grâce au système médiatique.

Royaliste : Pourtant les exemples de manipulations flagrantes ne manquent pas...

Philippe Breton : Effectivement, ceux qui soutiennent qu'il n'y a plus de manipulation, acceptent malgré tout l'idée qu'il y en ait parfois, mais de manière très circonscrite. Ils prennent l'exemple de la guerre du Golfe. C'est un exemple que je n'utilise que très peu, comme celui de la Roumanie. Dans ces deux cas on a l'impression que la manipulation est limitée dans le temps et qu'elle est l'œuvre de professionnels. Pour les partisans de la transparence communicationnelle, il n'y aurait plus que le secteur des sectes dans lequel la manipulation serait très active. Ce secteur sert bien sûr de repoussoir. Nécessairement, l'homme qui ne fait pas partie d'une secte n'est pas soumis à la manipulation.

Royaliste : Comment faut-il aborder le thème de la manipulation ?

Philippe Breton : Il faut se restreindre aux techniques de manipulation. Dans le débat politique les idées sont défendues de façon argumentatives, mais il y a des hommes politiques qui recourent massivement à des techniques de manipulation. De même on voit que dans la publicité, au-delà de certaines images informatives et agréables, il y a des messages qui font appel

aux ressorts de la manipulation psychologique. Ce n'est pas la publicité ni la politique qui sont manipulatoires mais l'usage que l'on peut en faire.

Royaliste : Travailler sur la manipulation n'est pas nouveau...

Philippe Breton : Tout à fait ! Mon entreprise n'est pas originale puisque tout au long du vingtième siècle des ouvrages ont été écrits sur ce thème. Pour moi il y a deux références. D'abord le livre de Serge Tchakhotine (2) écrit à la fin des années trente, au moment où la propagande politique se développe. Son analyse est éclairante même si ses positions sont ambiguës puisqu'il préconise de lutter contre la manipulation, par la manipulation. Ensuite je retiendrai Vance Packard (3) qui démonte les mécanismes de la publicité, et démontre comment les publicitaires ont fait appel à un certain nombre de techniques scientifiques pour manipuler l'opinion et entraîner la surconsommation. Dans une édition postérieure, Vance Packard montre comment, dans les années 50, la politique devient une affaire de communication et s'inspire des méthodes de la publicité et du marketing. L'activité politique va donc s'industrialiser et oublier du même coup toutes les méthodes de la rhétorique classique. En ce sens Packard est témoin d'une époque que nous vivons encore aujourd'hui.

Royaliste : Peut-on donner une définition de la manipulation ?

Philippe Breton : Au début de mon livre je donne une définition, non pas technique, mais éthique et pragmatique de ce qu'est la manipulation. Techniquement la manipulation est très difficile à identifier. Sur le fond, c'est l'ensemble des techniques que l'on utilise pour empêcher l'auditoire de choisir une autre thèse que celle qu'on lui propose. Au contraire, l'argumentation regroupe les techniques de la parole qui permettent de mettre en valeur une opinion. Dans ce cas l'auditoire est laissé libre de choisir malgré toute l'énergie que l'on met à convaincre. C'est, d'ailleurs, un intéressant paradoxe. Dans le cas de la

manipulation, il y a une dimension éthique qui disparaît parce que la possibilité de choix est détruite. Toutes les techniques de manipulations ont toutes le même principe : immobiliser l'autre, lui prendre sa liberté.

Royaliste : Vous dites que le sujet manipulé est privé de liberté, pourtant il garde l'usage de la parole et ainsi les moyens de se défendre...

Philippe Breton : Dans nos sociétés la parole est au centre de l'activité sociale et symbolique. En cela nous sommes les héritiers du monde grec. Et déjà à cette époque apparaissent les premiers manipulateurs de la parole. Ce sont les démagogues qui vont dans le sens de l'opinion.



♦ Quand Goebbels s'inspirait des publicitaires américains.

L'importance de la parole est telle que même les régimes totalitaires en ont besoin. Je crois qu'on se tromperait si on ne voyait dans les régimes totalitaires que l'exercice d'une répression et d'une privation de liberté. Les régimes totalitaires, on le voit tout au long du XX^e siècle, utilisent toute une série de méthodes pour convaincre. Ainsi, c'est la conviction qui provoque l'adhésion aux idées totalitaires.

Royaliste : La manipulation n'a cependant pas disparu avec la fin des grands régimes totalitaires du XX^e siècle...

Philippe Breton : Pendant le XX^e siècle, et comme jamais auparavant, les techniques de manipulation de la parole se sont développées à grande échelle, de façon parfois industrielle. On dit souvent que ces techniques seraient nées en Allemagne nazie ou en Union Soviétique. Or les historiens sont d'accord pour dire que les techniques de propagande ont été inventées et systématisées par les Américains. La manipulation n'est donc pas l'apanage des régimes totalitaires. Tchakhotine montre que Goebbels, le grand théoricien de la propagande nazie, emprunte ses méthodes à la publicité américaine. On voit bien que les techniques de manipulation sont apolitiques. Elles sont utilisables dans n'importe quel domaine. Cela me conforte dans l'idée qu'il

faut analyser cette technique en tant que telle.

Royaliste : Quelles sont ces techniques ?

Philippe Breton : Dans la seconde partie du livre j'essaie de reprendre, d'analyser une typologie des techniques manipulatoires. J'ai pris le parti de les exposer clairement pour pouvoir aider ceux qui le souhaitent à décoder ces techniques avec l'espoir de ne rien apprendre aux manipulateurs qui les connaissent déjà. J'ai isolé deux grandes familles de techniques : d'une part, les techniques de manipulation des affects qui font appel aux sentiments, d'autre part, les techniques de manipulation cognitive qui font appel au raisonnement. En P.N.L. (programmation neuro-linguistique, dont aucun des termes génériques ne correspondent à la réalité de cet enseignement) on apprend à utiliser les techniques de synchronisation pour convaincre autrui. Se synchroniser avec lui, c'est lui ressembler, adopter les mêmes attitudes physiques jusqu'à créer un climat fusionnel. Dans le cas de la manipulation cognitive on pourrait citer l'exemple de l'amalgame qui consiste à suggérer un lien de causalité entre deux éléments sans jamais le prouver. Un des amalgames de notre politique est d'affirmer que les problèmes de nos sociétés sont dus aux étrangers. Cet amalgame se couple avec la répétition qui produit un effet de familiarité et nous fait croire qu'un jour le phénomène avait été expliqué et admis. C'est une technique très utilisée dans la publicité où n'importe quel produit peut être vendu si on lui accole l'image érotique d'un mannequin.

Royaliste : Pourquoi, malgré les études et les dénonciations, la manipulation fonctionne-t-elle encore ?

Philippe Breton : Je vois pour cela trois raisons. La première est la fin de l'enseignement de la rhétorique, qui est l'art de la parole. Ainsi, la question de la puissance de la parole et de son éthique ne se pose plus. La deuxième raison est le développement en tant que valeur de l'efficacité. Quand l'efficacité devient une valeur dans le domaine de la

parole, le souci éthique disparaît. A court terme, les techniques de manipulation sont un bon moyen d'être efficace. La troisième raison est la division du travail qui a gagné le domaine de la parole. Aujourd'hui ceux qui construisent le message ne sont pas ceux qui auraient à l'assumer. Cette division du travail est déresponsabilisante. En ce sens je ne pense pas que les médias nous manipulent, mais qu'ils n'assument pas leur tâche de décodage.

Royaliste : Savoir que la manipulation est utilisée, n'est-ce pas prendre le risque de voir la manipulation partout ?

Philippe Breton : La troisième partie du livre comporte un chapitre sur les effets de la manipulation. Il est difficile de se dire que la manipulation marche. Pourtant on ne me convaincra pas que la publicité ne marche pas quand on voit l'importance des sommes qui y sont consacrées. J'ai le sentiment qu'un certain nombre de personnes développent une attitude de repli face à de telles entreprises manipulatoires. Une des sources de l'individualisme - au mauvais sens du terme - ne serait-elle pas une réaction de défense contre la manipulation ? Ce repli reviendrait alors à ne plus croire personne. Pourtant ils ne sont pas tous menteurs...

Royaliste : Comment faire la différence entre ce qui est manipulation et ce qui n'en est pas ?

Philippe Breton : Le premier élément est l'exercice de la responsabilité personnelle. Il faut réfléchir à ce que l'on fait, pour ne pas nous-même, manipuler. Contre la manipulation, il est nécessaire d'apprendre à la décoder. Il ne faut pas céder à la tentation de ne plus croire personne mais exercer sa vigilance car les techniques de manipulation ne marchent pas du tout sur ceux qui savent les démonter.

Propos recueillis par
Remi TISSOT

- (1) Philippe Breton - *La parole manipulée* - La Découverte - prix franco : 105 F.
(2) Serge Tchakhotine - *Le viol des foules par la propagande politique* - Coll. Tel - Gallimard - prix franco : 95 F.
(3) Vance Packard - *La Persuasion clandestine* - Calmann-Lévy - prix franco : 134 F.

Pétition

V oici une nouvelle revue, qui nous est immédiatement sympathique pour au moins trois raisons : ses thèmes de réflexion sont proches des nôtres, cette réflexion est clairement militante, ce militantisme est explicitement politique.

Cette revue s'appelle *Pétition* - référence aux mouvements de pétitionnaires qui ont appuyé le mouvement social de 1995 et qui ont donné un immense retentissement à la cause des sans-papiers. Point de nostalgie cependant, ni de poses avantageuses.

Ceux qui dirigent la revue (Liêm Hoang Ngoc, François Kalfon) et ceux qui y participent (Jean-Claude Guillebaud, Philippe Corcuff, Emmanuel Terray, Dominique Cabrera...) ne sont ni des intelocrates bénisseurs, ni des professionnels du tourisme humanitaire, ni des rentiers du système lacrymal. Ce sont des citoyens engagés, des personnes - non des personnages - qui ont le souci et le sens du collectif. Ils luttent contre le conformisme néo-libéral, ils dénoncent la bêtise moutonnaire qui règne dans les « salles de marchés », ils montrent la fonctionnarisation des salles de rédaction, ils font des films de résistance (superbe dialogue entre Ken Loach et Bertrand Tavernier), ils photographient des moments de lutte. Telles sont les expressions variées de la nouvelle dissidence.

Pas étonnant, dès lors, que le premier numéro de *Pétition* soit consacré au « retour de l'engagement politique » : ce n'est pas une prédiction, mais un fait avéré... et joliment présenté.

A. D.

Pétition, n° 1, Janvier-février-mars 1998, Éditions Arléa. Diffusion Seuil. Prix franco : 85 F.

Plus que jamais exploités !

Ce n'est qu'un témoignage, mais il est terriblement juste et nous a fait mal. Ce que Grégoire Philonenko raconte dans son livre pourra sembler hallucinant, à qui ne connaît pas le monde du travail tel qu'il est devenu en France et particulièrement dans certains secteurs « de pointe » comme la grande distribution.

Cette histoire-là est pourtant d'une banalité navrante. C'est celle d'un jeune homme au chômage qui cherche à gagner sa vie et qui trouve une place d'employé dans une grande surface de la région parisienne. Pour lui c'est un vrai coup de chance : surtout que l'accueil est chaleureux (« Carrefour est une grande famille ») et qu'on lui laisse espérer une ascension rapide dans la hiérarchie du magasin.

Le jeune homme est « positif » et plein d'envie de réussir. Il va donc ne plus penser qu'à son travail, jusqu'à devenir un autre, méconnaissable ; oublier sa vie de famille, sa vie de père, sa santé, les études universitaires qu'il comptait mener de front. Il oublie tout pour se consacrer à son seul boulot. Du reste, il parvient à se faire remarquer puisqu'il passe « chef de rayon » au bout de quelque temps.

Mais se sont alors les portes de l'enfer qui s'ouvrent à lui. Tout bêtement parce qu'un cadre, ça ne pointe pas. Et donc, ça ne compte pas ses heures ! Saoulé de fatigue et d'injonctions guerrières (« je vais exploser le chiffre »), le jeune homme alignera les semaines de plus de 70 heures, travaillant 6 jours sur 7, avec parfois des présences de 27 heures continues, pour une broutille de salaire !

Grégoire Philonenko décrit tout : les méthodes psychologiques affûtées qui permettent

cette aliénation complète, l'animosité perpétuellement entretenue parmi le personnel, cette effroyable « lutte des places », les exigences sans limite demandées aux salariés, le flicage perpétuel qui s'insinue jusque dans les vies privées.

Au bout de trois ans, il finit par se faire licencier ; non pour une faute qu'il n'a bien sûr pas commise, mais tout simplement parce qu'un citron se jette lorsqu'il a été bien pressé.

A plus d'un titre ce livre bouleverse, car il met à nu les méthodes modernes d'exploitation des salariés, celles qui sacrifient en ce moment les forces vives et la jeunesse de France, et qu'elles nous font horreur ; des méthodes qui font penser à la drogue (un même vocabulaire de « came », de « gondole shootée », de « défonce ») ou à une secte : « Il faut émettre les ondes positives du gagnant ».

Une courte étude de la sociologue Véronique Guienne suit ce témoignage et fait un intéressant parallèle avec les descriptions de l'exploitation ouvrière faites dans les années 60 et 70. Pas de doute, c'est lumineux. L'assommoir est le même qu'avant : ignorant l'humain, destructeur et cynique. Mais il est aussi différent et bien plus violent car ses méthodes se sont affinées, en s'appuyant sur le désir de reconnaissance des individus et sur leur légitime souci de réussir. Le cadre devient le

propre artisan de son exploitation.

Il n'y a pas qu'à Carrefour que ça existe. C'est partout pareil à des degrés divers et ça sera de pire en pire tant qu'il y aura des patrons qui pourront dire : « Si ça ne vous plaît pas, il y en a 10 qui attendent la place ».

Ce gâchis et cette misère sont un vrai cauchemar et nous laissent hébétés d'effroi. Nous n'avons qu'un autre rêve à lui opposer. Rêver qu'un député ou un ministre tombe un jour sur ce livre remarquable et se décide à comprendre. Rêver surtout qu'un mouvement social de grande ampleur plonge, de force, le nez de MM. Jospin et Strauss-Khan dans ces drames, comme à un chaton qui tarde à devenir propre.

Et qu'ils comprennent enfin, que la France souffre et qu'elle n'en peut plus ; qu'elle souffre du chômage mais aussi des conditions de travail inhumaines qui sont faites aux salariés, horaires déments, aliénation, humiliation ; et que la loi sur les 35 heures n'est qu'une farce odieuse.

On peut encore rêver. C'est encore permis.

Vincent SMITH

Grégoire Philonenko et Véronique Guienne - « Au carrefour de l'exploitation » - Desclées de Brouwer - prix franco : 99 F.

Faites connaître
Royaliste :
abonnez
vos amis.
Abonnement d'essai
de trois mois - 25 F

Exercices de mémoire

D oué comme il l'est, avec sa légende de compagnon du Che, Régis Debray aurait pu donner une autre image de lui-même. Héros flamboyant, couvert de femmes, conseiller du Prince, philosophe, découvreur d'un nouveau champ des sciences humaines...

Tout pour être à l'avant-scène de la société séductrice. Mais voilà. Régis Debray déteste cette société-là, fabricatrice de faux à la chaîne et en vidéo. C'est même pour cela qu'il est devenu médiologue, dans le clair projet de débusquer l'artifice au moyen d'une discipline renouvelée du soupçon. De plus, mémorialiste, il s'acharne à retourner contre lui-même cette même discipline, dans une introspection impitoyable et un examen rigoureux de sa propre existence.

Il n'y a pas, pourtant, que de l'antianalyse dans ce troisième volume de Mémoires. Il y a aussi ce qu'on pourrait appeler, sans ironie, des exercices d'admiration. Debray sait admirer aussi fort qu'il sait être fidèle. Ainsi, il nous donne la clef de son *ethos* intellectuel, qui est bien autre chose que le plaisir de jouer au vieux sage avant l'âge canonique. A l'origine de tout, il y a un nom, qui ne dit rien à ceux qui n'ont pas connu la personne dans son magistère : Muglioni, qui fut le professeur de philosophie de Debray au lycée et dont il décrit la manière avec une des formules dont il a le secret : « Apparaissant, il s'effaçait. Les orateurs de profession soignent leur entrée en scène et en matière. Celui-là se glissait de biais dans notre champ visuel, sans réclamer crainte et tremblement, offrant le moins de prise possible à la curiosité. [...] Le prof de philo dépose, en commençant son cours, bulletin de naissance et de vote pour transparaître anonymement à la vérité ». Si l'on a en tête que cette leçon vivante d'humilité et de probité intellectuelle peut marquer un jeune homme à vie, on comprend mieux le cas Régis Debray, et en quoi il affirme sa différence par rapport aux intellectuels médiatiques.

L'épreuve absolue, qui permet de juger des valeurs d'un homme et de celles d'un système par rapport auquel il fut rebelle, s'affirme dans l'impossibilité même de lui rendre hommage *post-mortem*. L'élève à la peine du maître disparu croise le responsable des pages culture d'un grand quotidien et lui demande d'insérer « un bref rappel de ce qu'avait pu représenter cet enseignant à rebrousse-temps ». Stupéfaction du bonhomme : « Si on devait s'occuper de tous les p'tits profs qui clament, me dit-il, on ne s'en sortirait plus ». Mais, voilà, Debray est, en dépit des manquements qu'il confesse, irréductiblement du côté d'un Muglioni, pour ce qui dure contre ce qui fait semblant de briller, pour l'esprit critique contre le conformisme de la mode du jour. Ne dédaignant pas un certain style janséniste, appris dans la rigueur des bahuts d'antan dont il fait l'éloge, quitte à glacer le sang des braves types qui revendiquent pour faire entrer ce qu'ils appellent « la vie » dans l'école. On peut

soupçonner l'intéressé de provoquer par malin plaisir, mais c'est beaucoup plus sérieux et intéressant que cela. C'est la liberté de l'esprit, que le maître lui a appris par dessus tout avec le goût de la pensée exigeante.

Comment relier à cette admiration première, celle d'un Louis Althusser apparemment d'une toute autre étoffe ? Admirable description de l'intérieur du maître, son antre de Normale Sup, entre l'atelier de fonderie qui constituait le bureau et les pièces de l'arrière où « veillait la douloureuse, la suspicieuse Hélène ». Mais surtout, l'interrogation que nous comprenons bien avec le recul du temps : « A la recherche de mon maître perdu, je ne sais plus trop comment raccorder les profils du captif, gauche le raisonneur, droite le délirant ». Au passage comment ne pas admirer à quel point le philosophe est écrivain, lui qui pourtant mettrait en question jusqu'à son style contraint d'enfant de la rue d'Ulm (« une certaine pauvreté de sang, un manque d'équité, de sauvagerie et de truculence »). Mais dans cet examen impitoyable de soi-même éclate un style qui se joue des contraintes assumées et gagne en force : « Notre côté fleur coupée donne d'autant plus d'attraits à l'herbe folle, musquée, baroque - aux Bernanos, Genet et Artaud qui ne sont pas de cette souche-là ».

Il faudrait tout brasser pour embrasser l'ensemble de « cette éducation intellectuelle », qui ne se contente pas d'évoquer, mais prend de la distance pour mieux juger, pour faire le tri et donner le conseil nécessaire aux candidats aux aventures de l'esprit. Ce Debray si sérieux est presque constamment drôle. Sa galerie d'intellectuels, imitée de Balzac l'assimile lui-même à la catégorie du *Grognon* (« synonymes : bougon, atrabilaire, grincheux, misanthrope, etc. »). Il prospère à l'enseignement du tout-est-foutu. Comme d'autres la diane, le *Grognon* sonne le glas - des grandeurs nationales, de la République, de l'intellectuel et des routes départementales. Délectation d'hypocondriaque : prendre la fin d'un monde pour la fin du monde ».

Mais le paradoxe de *Grognon* consiste à jeter le soupçon de l'à-quoi-bon sur l'œuvre même de sa vie. Il est vrai que c'est une vieille tradition d'intellectuel. Thomas d'Aquin parlait déjà de la sienne comme de la paille. Vanité des vanités. Le livre auquel Debray attache le plus d'importance, parmi la trentaine qu'il a publiée, n'a pas eu plus de mille lecteurs. Ses autres livres dispersés dans la très grande bibliothèque, sise entre le quai François Mauriac et les rues Émile Durkheim et Raymond Aron, ne lui inspirent pas grande confiance en l'immortalité subjective de son cher Auguste Comte. Mais ce scepticisme profond qui est à la fois sa tentation et son refuge ne le conduit pas au nihilisme. Car comme tout écrivain, il est d'abord artiste, et c'est l'artiste qui chez lui prend finalement le dessus, ainsi que l'atteste le titre de son livre (*Pour l'Amour de l'art*) et surtout cette superbe promenade chez Julien Gracq qui clôt le livre comme un enchantement. Ce sont les artistes, les poètes qui dureront : « L'effacement, l'occultation volontaire des poètes, d'un Julien Gracq aujourd'hui, d'un Saint-John Perse hier, j'y vois comme l'hommage de ceux qui vont rester à ceux qui ne font que passer... ». Ne revient-il pas ainsi, le philosophe, à l'adolescent qu'il fut : « A seize ans, il m'apparaissait qu'une vie était réussie lorsqu'elle s'achevait par une cantilène, un lai pour la reine, une chanson souveraine et triste ». C'est ce que j'ai perçu dans ce beau livre où, sous le désenchantement, la douceur du souvenir s'affirme avec l'art souverain des mots.

Régis Debray - « Par amour de l'art - Une éducation intellectuelle » - Gallimard - prix franco : 138 F.

Princes de la mer

De tous temps, par tous les temps, par tous moyens (voile, rame, vapeur, moteurs dernier cri), pour la guerre, pour le plaisir, des rois et des princes ont sillonné les mers.

A l'aurore de notre civilisation, il y eut Ulysse, roi d'Ithaque, navigateur métaphysique. Et nous n'avons pas oublié Lord Mountbatten, notre contemporain, au destin tragique.

Les royalistes se souviennent que Louis XVI fut explorateur par procuration et ordonna de manière très précise les « voyages de découvertes » de M. de la Pérouse. Ils gardent la mémoire de François d'Orléans, prince de Joinville, bon marin et grand coureur de jupons, qui fut chargé par Louis-Philippe de ramener en France les cendres de Napoléon. Ils ont entendu parler des Portugais (Henri Le Navigateur, Carlos I^{er}), et d'Albert I^{er} de Monaco, l'océanographe.

Pour la plupart d'entre nous, ces souvenirs ont grand besoin d'être rafraîchis, et les images floues que nous gardons des rois et des princes étrangers qui eurent la passion de la mer méritent d'être mieux cernées. Tel est le premier mérite de l'ouvrage de Philippe Delorme qui, sans doute inspiré par son précédent travail sur Monaco (1), a eu la bonne idée de rassembler dans une galerie de portraits les rois et les princes qui ont eu la passion de la mer (2). Loin de l'ambiance toujours suspecte des Cours, l'air salubre du grand large.

Mais qu'on n'imagine pas un pieux recueil des gloires mari-

times. Aux côtés des grandes figures royales, Philippe Delorme a placé des capitaines oubliés, émouvants ou pittoresques, qui relèvent à la fois de l'histoire et du légendaire. Parmi eux, les princes du Nord : Erik le Rouge, parti à la recherche d'une terre naguère entrevue par Gunnbjörn, fils d'Ulf le Corbeau ; Leif Eriksson, fils d'Erik, qui découvrit le continent américain cinq siècles avant Christophe Colomb ; ou encore des seigneurs de la mer (Ayvind le Vantard, Bjarni Côte-de-Fer, Olav le Bûcher) partisans de l'immigration tape-dur et qui, se trouvant bien sur la terre des Francs, s'y installèrent définitivement.

On peut leur préférer la belle figure de saint Brendan, prince navigateur qui est une sorte d'Ulysse chrétien, ou l'histoire bien oubliée de Sigurd de Norvège qui mena vers la Terre Sainte soixante drakkars, et participa à la prise de Sidon avant de cingler vers Byzance...

Bien d'autres figures sont évoquées, bien d'autres aventures agréablement racontées. Ne boudez pas ce plaisir assuré.

Jacques BLANGY

(1) « Les Grimaldi, 700 ans d'une dynastie » - Balland, 1997 - prix franco 125 F. Voir la recension faite dans *Royaliste* n° 686.

(2) Philippe Delorme - « Les Princes de la mer » - Collection Le Nadir dirigée par J.-P. Péroncel-Hugoz, Balland 1998 - Prix franco : 124 F.

Par des chemins détournés

Poétesse, auteur d'un essai sur le cinéaste Jean-Pierre Melville, traductrice du grand poète bulgare Nicolas Kantchev (1), Denitza Bantcheva nous donne deux récits à l'accent singulier.

Les deux brefs romans qui composent ce recueil (2) se font écho, s'embellissent dans leur proximité, s'animent comme dans une fugue. Ils s'organisent autour de deux figures féminines « entre pénombre et clarté, entre mémoire et oubli » (D. Aury). Laura vit une aventure dans un décor peuplé de personnages aussi furtifs que dangereux, très fin de siècle avec ses figures imposées : hôtels, routes, piratage informatique, coups de feu dans la nuit ; une découverte anodine précipite l'héroïne dans une folle cavale, en plein hiver. Froid et obscurité jouent un rôle considérable : l'obscurité fait trébucher Laura adolescente, elle se raccroche à un mystérieux visiteur qui se trouve chez ses parents, c'est le début d'une rencontre amoureuse sous le double signe du vertige et de la fièvre qui « a ses rêves, comme sa saison où surgissent quelquefois des personnages qu'on étire dans des couloirs étroits et sombres ». C'est dans ce tissu que se faufile l'amour.

Aliénor, dans le second récit, s'éprend presque à contre-cœur d'Henri un brillant chef d'orchestre, celui-ci, flatté, répond à son désir. Sommé par son épouse de choisir il renoncera à la belle cantatrice. Après de nombreuses péripéties (voyages exotiques, enlèvement par des Tamouls, etc.)

Aliénor et Henri se retrouveront.

De part et d'autre, les deux héroïnes comme des joueuses de tennis affirment avec conviction leurs certitudes et parmi celles-ci une en particulier : l'amour est leur grande affaire. Toutes deux sont persévérantes avec une sagacité amoureuse qui lève tous les obstacles et conduit à l'acceptation sans résignation du froid, de l'absence, pourvu que soit sauvegardé l'espace du souvenir entretenu par sa passion : « *Puissent-ils durer dans cette grave légèreté des regards échangés où l'on découvre la perspective d'un futur passé qui se révèle consolation et lame suave - contre l'obscurité discrètement envahissante* ».

François DENOËL

(1) *L'instant sur les ogives* (poèmes) (franco : 60 F) - Jean-Pierre Melville : de l'œuvre à l'homme (franco : 125 F) - *L'acacia blanc de Blanche-église* de Nicolaï Kantchev (franco : 60 F). Tous ces ouvrages ont été publiés par les Cahiers bleus-Librairie bleue.

(2) Denitza Bantcheva - « Par des chemins détournés » - La Tily, 1997, 140 p. - prix franco : 120 F.

Aidez nous, participez à notre action : **adhérez à la N.A.R. !**

TÉLEX

♦ **LIVRE POLITIQUE** - La septième édition de la *Journée du livre politique* se tiendra le samedi 4 avril à l'Hôtel de Lassay à l'invitation de Laurent Fabius et sous le patronage de Jacques Chirac. Bertrand Renouvin y participera et dédicacera son livre « *Une tragédie bien française* ».

♦ **COLLOQUE** - A l'initiative du Cercle d'Études Charles de Gaulle se tiendra, le 18 avril, un colloque sur le thème « *Aujourd'hui De Gaulle* » à l'Université de Louvain-la-Neuve en Belgique. Bertrand Renouvin y fera une communication intitulée « *Monarchie et république selon Charles de Gaulle* ».

♦ **MAISON DE FRANCE** - Le deuxième numéro de *Cent pour cent royal*, bulletin d'information de l'association des Amis de la Maison de France est paru. Au sommaire : La titulature de Foulques d'Orléans, le voyage du prince Jean, duc de Vendôme, à Bordeaux. (A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08).

♦ **PRINCES** - Le numéro 4 de la nouvelle revue, *Princes d'Europe et d'ailleurs*, est paru. Sommaire : Alphonse XIII, roi-enfant - Ferdinand de Bulgarie, le « renard » des Balkans - Dossier : l'éducation victorienne - Les soixante ans de la reine Beatrix des Pays-Bas - Sur les traces de Sissi : L'Achilléon à Corfou - Louise de Belgique, princesse rebelle - Grandes dynasties : Le Grand Duché de Hesse. Ce numéro (ainsi que les précédents) est disponible à notre service librairie au prix de 38 F franco.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

ILE-DE-FRANCE

RÉUNION MENSUELLE - Le samedi 4 avril à 14 h, réunion mensuelle de la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la NAR en Ile-de-France. Les sympathisants ou les nouveaux lecteurs sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

FORMATION - Samedi 4 avril à 16 h, septième séance du séminaire de formation des militants et sympathisants d'Ile-de-France. Thème : **Le gouvernement** (Qu'est-ce que gouverner ? - Le gouvernement dans la V^e République - Gouvernement et administration - Les obstacles au gouvernement : technocratie, bureaucratie).

Animées par Bertrand Renouvin, les séances durent 1 h 30 (trois quarts d'heure d'exposé suivis d'un débat).

FORMATION

La prochaine session de politique appliquée aura lieu à Angers les 25 et 26 avril prochains. Le thème en sera « **Comment on sort d'une crise** ». Trois ateliers permettront d'approfondir les divers aspects de la question avec un invité extérieur qui sera Philippe Arondel, économiste et syndicaliste.

Retenez ces dates et n'hésitez pas à demander des renseignements en téléphonant à Axel Tisserand au 02.43.94.47.32.

RELIURES

♦ Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

♦ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1997 (sauf 1979).

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 1^{er} avril** : Trente ans après Mai 1968, « **Que reste-t-il de la "Révolution sexuelle" ?** ». Un discours sur les « tabous », une dénonciation rituelle de la répression moralisante, mais surtout beaucoup de désarroi et de confusion. Refusant de s'enfermer dans la fausse alternative de la permissivité et du moralisme, Jean-Claude GUILLEBAUD a repris toute la question de la sexualité, en interrogeant les théologiens, les anthropologues, les démographes, les philosophes...

Cette vaste recherche permet de balayer nombre de préjugés. Nous permet-elle d'affronter les violences collectives et les détresses intimes qui font tant souffrir les individus des sociétés modernes ?

● **Mercredi 8 avril** : Responsable des questions économiques et sociales à *Marianne*, Philippe COHEN analyse et dénonce « **Le bluff républicain** ». Tel est le titre d'un ouvrage qu'il a récemment publié, et que nous avons déjà chaleureusement salué. Car nul ne doit s'y tromper : l'imposture dénoncée n'est pas celle de la République, définie comme idéal du bien commun, mais celle de politiciens qui se sont servis des valeurs républicaines pour arriver au pouvoir - pouvoir dont ils usent pour imposer aux citoyens la régression néo-libérale.

● **Mercredi 15 avril et mercredi 22 avril** : pas de réunion en raison des vacances de printemps.

Pour recevoir régulièrement le programme des « **mercredis** » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « **carte d'abonné** » (50 F pour l'année).

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Aidez-nous à le tenir à jour. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article. Votre collaboration nous est indispensable.

FANIONS

A nouveau disponibles les petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

Demande de documentation

Si ce journal vous intéresse, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Oh ! Que rien ne se passe...

Devant l'Assemblée nationale, le 24 mars, le Premier ministre a demandé « de ne pas rebattre le thème d'une crise politique en France ». Je dirai donc qu'il y a seulement une crise de la représentation, de l'expression, de la réflexion et de la décision politiques (1), qui touche l'ensemble du milieu dirigeant.

Prononcée au plus fort de l'agitation post-électorale, la petite phrase de Lionel Jospin illustre bien cette « horreur de la volonté » qui définissait naguère la droite réactionnaire et qui affecte maintenant la social-démocratie. La pensée dérange les esprits, le mouvement déplace les lignes budgétaires, la protestation sociale risque de détruire les équilibres délicats et les compromis subtils qui permettent de gérer à la petite semaine les violences et les désordres du capitalisme sauvage. Le Premier ministre l'a reconnu lorsque le mouvement des chômeurs a pris de l'importance : un rien de trop, et le système explose. Oh ! que rien ne se passe...

Et pourtant, l'histoire continue de suivre son cours. Brutalement révélées à l'occasion des élections régionales, les fractures de la droite libérale sont la conséquence d'une longue série d'erreurs et de fautes. On a marginalisé les hommes de conviction, comme Jean-François Deniau et Bernard Stasi. On a préféré le « travail d'image » à la réflexion. On a couvert, surtout dans le Midi, les opérations délictueuses de certains élus. On a traité les militants comme de la paille. On a tenu

la manœuvre d'appareil comme la plus haute expression de l'art politique. On a laissé Jacques Blanc, depuis 1986, passer des accords avec le Front national... Dès lors, comment s'étonner que M. Léotard soit battu dans le Var par les frontistes, que M. Millon se compromettent avec les mêmes, et que certains militants tiennent des propos racistes et antisémites ?

Les mêmes causes produisant



les mêmes effets, les dirigeants du RPR auraient tort de croire que leur parti sera épargné. De surcroît, ils paieront le crédit qu'ils ont donné aux thèses du Front national par le biais des lois sur la nationalité et sur l'immigration. Ils paieront la liquidation du gaullisme, le ralliement cynique à l'ultra-libéralisme, le mépris qu'ils portent aux cadres de l'appareil et aux simples militants.

La gauche, quant à elle, est mal placée pour donner des leçons de morale. Nous n'oublions pas que le Premier ministre a largement contribué à dramatiser l'élection des présidents de conseils régionaux pour favoriser son propre camp. Nous n'oublions pas que les respon-

sables de la gauche plurielle se sont ingéniés à placer le Front national au centre de la campagne électorale par leurs incessantes provocations. Nous nous étonnons qu'on puisse exalter les principes de la démocratie tout en organisant des manifestations de rue et des chahuts de tribune pour obtenir que des conseils régulièrement élus reviennent sur des choix très regrettables mais effectués légalement. Si, dans une autre conjoncture, le Front national décide de soumettre des assemblées aux pressions de la rue, il aura beau jeu d'invoquer les défoulements collectifs et les exorcismes de masse sciemment organisés par les dirigeants socialistes et communistes après le 15 mars.

Faut-il désespérer de tout ? Certainement pas. D'abord parce que l'ensemble des autorités religieuses de notre pays, ainsi que les organisations humanistes, ont rappelé en des termes communs ou voisins nos valeurs fondamentales. Ensuite parce que le président de la République a joué (enfin !) son rôle d'arbitre au-dessus des partis. Jacques Chirac aurait été encore plus convainquant s'il avait montré que la vieille thématique raciste et xénophobe s'inscrit dans une contestation radicale de la classe dirigeante dont le Front national se fait l'écho (2). D'où le dilemme des responsables du pays : ou ils s'enferment dans l'illusion néo-libérale et la pression frontiste continuera d'augmenter, ou ils éliminent le chômage et la pauvreté par un changement complet de politique économique et ils préservent la paix civile en faisant prévaloir le souci de justice sociale. Voici la gauche devant ses responsabilités.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. *Derniers Jours avant la Révolution*, Lattès, 1995.

(2) cf. l'analyse de Etienne Schweisguth : *Vote Front national et évolution des valeurs*, *Futuribles*, n° 227, janvier 1998.